



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

WP Council No. 140/06 Rev. 3

16 août 2006
Original : anglais

F

Conseil international du Café
Quatre-vingt-seizième session
25 – 29 septembre 2006
Londres, Angleterre

**Récapitulatif préliminaire des propositions
des Membres concernant l’avenir de
l’Accord de 2001**

Contexte

1. Le présent document contient un récapitulatif préliminaire des propositions des Membres concernant l’avenir de l’Accord de 2001. Il donne un résumé des positions que les Membres ont exposées plus en détail dans les documents qu’ils ont soumis individuellement. Le récapitulatif est présenté par questions ou thèmes principaux, avec l’article ou les articles pertinent(s). Les propositions des Membres sont données à l’intérieur de chaque section. Les thèmes et idées soulevés à la 2^e Conférence mondiale du Café figurent à l’Annexe I.

2. Afin de faciliter l’analyse du document, le Secrétariat a appliqué un code pour indiquer le type d’action éventuellement requis pour chaque proposition. Cette classification est sujette à révision par les Membres. Légende du code employé :

- A** Aucun changement nécessaire. Des résultats devraient être obtenus par décision, résolution ou plans d’action.
- B** Il pourrait être nécessaire de modifier l’article. Des résultats pourraient être obtenus en développant l’article pertinent.
- C** Question non couverte par les articles en vigueur – un nouvel article semble nécessaire.
- D** Des changements aux articles sont nécessaires.
- F** Incidences financières.

3. Le présent document a été actualisé pour tenir compte des propositions communiquées par les Membres avant le **15 août 2006**, date butoir décidée par le Conseil à sa 95^e session en mai 2006. Les propositions du Comité consultatif du secteur privé seront présentées au Conseil le lundi 25 septembre.

**RÉCAPITULATIF PRÉLIMINAIRE DES PROPOSITIONS DES MEMBRES
CONCERNANT L'AVENIR DE L'ACCORD DE 2001**

Questions principales

| | |
|---|--|
| <p>1. Objectifs/ mission</p> <p>Article premier</p> | <p>Brésil : Les objectifs de l'Accord couvrent de façon satisfaisante les domaines appelant des mesures de la part de l'OIC. A</p> <p>Burundi : L'Accord est bien structuré mais a trouvé ses limites dans son fonctionnement A/B</p> <p>CE : Considère que les objectifs sont toujours d'actualité et que cet article n'a pas besoin d'être élargi. Les questions supplémentaires pourraient recevoir une suite appropriée dans le cadre des stratégies générales concernant le café, y compris une attention particulière aux petits producteurs. Ces activités sont régulièrement examinées par le Conseil et donneraient une plus grande marge de manœuvre. A</p> <p>Mexique : Nécessité d'examiner la signification de l'OIC/de redéfinir sa mission et sa stratégie. B</p> <p>Papouasie-Nouvelle-Guinée : Nécessité d'examiner la signification/la mission de l'OIC. B</p> <p>États-Unis d'Amérique : Proposition d'un examen approfondi des objectifs et de modifications, par exemple du rôle de l'OIC dans la promotion de la notion contemporaine de durabilité, y compris la durabilité écologique. C</p> <p>Les objectifs révisés doivent canaliser les efforts de l'OIC et donner une vision convaincante de sa raison d'être. Modifications assez importantes pour nécessiter plus que des amendements à l'Accord existant. D, C</p> |
| <p>2. Marché du café/Prix rémunérateurs</p> <p>Articles 29, 33</p> | <p>Angola : Nécessité de chercher à améliorer les recettes et à soulager la pauvreté qui affecte la plupart des PMA. Nécessité d'un équilibre dans le commerce mondial et des marchés intérieurs. A</p> <p>Brésil : Plus grande coordination des règles et activités concernant les obstacles d'ordre sanitaire et non sanitaire et les obstacles tarifaires. A</p> <p>Meilleure couverture de l'orientation des marchés (marchés à créneaux, cafés de spécialité, durabilité). A</p> <p>Plus grande attention aux besoins des pays Membres (renforcement des moyens, mécanisme de régulation des récoltes). A, F</p> <p>Incitations à la valorisation des exportations par les pays producteurs. A/B</p> <p>L'OIC devrait être l'organe chargé de négocier les intérêts des Membres avec les organisations comme l'OMC, dans l'objectif de mettre en place un marché équilibré et équitable. A</p> <p>Burundi : L'Accord devrait inclure des stratégies ou des mesures précises à court terme concernant le redressement et le soutien de la production dans les pays Membres en difficulté. B</p> <p>Côte d'Ivoire : Inclure les moyens de faire face à la volatilité des prix. B</p> <p>États-Unis d'Amérique : Nouvelles dispositions définissant le rôle de l'OIC pour faciliter l'accès au crédit financier et fournir des informations sur les outils de gestion des risques convenant aux besoins des petits producteurs. C, F</p> <p>Viet Nam : Au moyen d'études et d'enquêtes, l'OIC peut éclaircir la situation des Membres puis adopter un avis spécifique sur les obstacles à la consommation. A</p> |

| | |
|--|---|
| <p>3. Information/ recherche</p> <p>Articles 29, 31, 34</p> | <p>CE : L'Article 31 prévoit un cadre très complet pour les études et les projets et n'a pas besoin d'être modifié. Rejette l'idée de modifier la nature des organisations internationales de produits de base. A</p> <p>États-Unis d'Amérique : Nouveaux moyens de diffusion de l'information, par exemple outils internet et développement du rôle de l'OIC comme observatoire du café. A, F</p> <p>Viet Nam : Des études et enquêtes peuvent aider l'OIC à mieux comprendre la situation des Membres puis à dresser des plans pour les aider concrètement. A, F</p> |
| <p>4. Statistiques</p> <p>Par. 4 et 5 de l'Article premier, Articles 29 et 30</p> | <p>Brésil : Insistance insuffisante sur la nécessité de transparence. Insuffisance des données statistiques qui doivent être améliorées. A, F</p> <p>Colombie : Étoffer les statistiques au moyen, soit du Comité des statistiques soit de l'unité des statistiques. A, F</p> <p>Japon : Il est souhaitable que l'OIC approfondisse l'analyse des données statistiques et prévoie l'offre et la demande mondiales de café. A</p> <p>États-Unis d'Amérique : Souligner l'obligation pour les Membres de fournir des informations en temps opportun, intensifier l'assistance technique dispensée aux Membres pour accroître leur capacité à satisfaire ces obligations. A, F</p> <p>Renforcer les travaux sur les statistiques, mettre l'accent sur le recueil et la diffusion d'information sur les conditions du marché, les changements structurels du secteur du café et les nouvelles tendances par exemple, valorisation, marchés à créneaux. A, F</p> |
| <p>5. Projets</p> <p>Article premier, Article 16</p> | <p>Brésil : Intensifier les contacts avec d'autres sources de financement de projets. Renforcer les relations avec des institutions comme la FAO et l'OMC afin d'éviter toute répétition inutile d'activités et de garantir des bénéfices plus importants en cas de financement de projets. A, F</p> <p>Colombie : Envisager des sources supplémentaires de financement des projets. A, F</p> <p>Indonésie : Revoir projets – le projet devrait assumer tous ses coûts de façon à réduire les coûts de préparation des projets prévus dans le budget. A</p> <p>États-Unis d'Amérique : Nouveau chapitre sur les activités de projets comportant des dispositions soulignant l'importance des projets, établissant un lien entre les projets approuvés et les priorités du Conseil et comportant un mécanisme d'examen, d'approbation, de suivi et d'évaluation des projets. Définition précise du mandat et du cadre institutionnel de l'examen technique et des orientations, de l'approbation, etc. des projets. C</p> |
| <p>6. Promotion/ consommation</p> <p>Articles 33, 34</p> | <p>Angola : Il est nécessaire que les marchés intérieurs conservent tous les excédents de production non requis. A</p> <p>Brésil : S'agissant de l'accroissement de la consommation au niveau mondial et eu égard aux nouvelles demandes de café des marchés émergents à croissance très rapide, l'OIC devrait redoubler d'efforts sur ces marchés pour assurer la durabilité de cette croissance. A, F</p> <p>Les nouvelles possibilités uniques d'augmentation de la consommation dans les marchés traditionnels dues aux mouvements récents visant à restreindre la consommation de sodas, imposent à l'OIC de jouer le rôle d'instigateur et de catalyseur de programmes d'augmentation de la consommation dans les marchés traditionnels et les marchés émergents. L'OIC doit actualiser son rôle et être l'agence d'exécution de projets d'activités de promotion. A, F</p> <p>Entreprendre une étude de viabilité sur la création d'une taxe qui serait prélevée sur la commercialisation du café au bénéfice d'un fonds du type "American Checkoff", à l'appui de la promotion et du renforcement des moyens des pays Membres. A, F</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>Colombie : Intensifier la promotion (le manque de ressources est un problème). A, F</p> <p>Viet Nam : Les activités de promotion visant à augmenter la consommation intérieure ont besoin de l'appui de l'OIC. A, F</p> |
| <p>7. Santé</p> <p>Article 34</p> | <p>Brésil : Dans les pays consommateurs et producteurs, encourager les activités présentant le café comme un produit naturel (pas d'additifs chimiques). Programmes liés au café et la santé, eu égard à leur impact sur la consommation. A, F</p> <p>Japon : Utiliser de façon judicieuse les résultats de la recherche sur le café et la santé ; cet élément devrait être inclus dans les objectifs. D</p> <p>Viet Nam : Les réglementations sur les résidus de pesticides et la contamination par l'OTA etc., la Résolution numéro 420 et la norme ISO 10470 : 2004 (défauts du café) devraient être réexaminées et une décision officielle devrait être prise par l'OIC. A</p> |
| <p>8. Qualité</p> <p>Article premier</p> | <p>CE : La qualité doit demeurer une priorité essentielle. A</p> <p>Président du Comité de promotion : La qualité est un facteur essentiel à l'accroissement de la consommation – la satisfaction du consommateur est un outil précieux : lier l'objectif de qualité et la satisfaction du consommateur : promouvoir la qualité et la satisfaction du consommateur. D</p> <p>Japon : S'associe à la proposition d'inclure la satisfaction du consommateur comme nouvel objectif. D</p> <p>La qualité et la sécurité sont très importantes : deux nouveaux objectifs proposés : fournir un cadre pour des consultations sur les questions ayant trait au café en vue d'étudier et de prévenir les problèmes de sécurité comme les résidus de pesticides, les moisissures toxiques, etc. ET assurer la sécurité alimentaire du café. D</p> |
| <p>9. Secteur privé</p> <p>Articles 22 et 23</p> | <p>Angola : Nécessité d'un secteur privé puissant ayant accès aux dernières informations sur le commerce du café et le savoir-faire en matière de gestion des risques. A</p> <p>Brésil : Les travaux du CCSP sont satisfaisants ; on pourrait élargir son cadre d'activité en invitant d'autres organes du secteur privé à y participer. A, B</p> <p>CE : Le paragraphe 2 de l'Article 22 fixe la composition du CCSP. Le CCSP a déjà réglé la question d'un éventuel élargissement de sa composition. A</p> <p>États-Unis d'Amérique : Renforcer le CCSP pour qu'il soit plus représentatif de tous les intérêts du secteur privé, par exemple en prévoyant la désignation de plusieurs sièges pour des représentants des petits producteurs et la mise en place d'un mécanisme de financement permettant d'assurer leur présence aux réunions. D, F</p> <p>Viet Nam : Le CCSP est très important. Intensifier ses activités en créant un réseau d'information permettant aux Membres de communiquer et de discuter des problèmes à tout moment. A</p> |

| | |
|--|---|
| <p>10. Durabilité</p> <p>Articles 39, 40</p> | <p>Brésil : Intensifier la coordination en matière d’activités et de règles concernant la durabilité. A</p> <p>Mettre l’accent sur une caféiculture sans ombrage et sur les instruments de piégeage du carbone. Soutien d’institutions de certification dans les pays producteurs. B, F</p> <p>Burundi : Les nouvelles notions de durabilité, traçabilité etc. ne peuvent être appliquées avec succès que dans le contexte d’un nouvel accord bien pensé et plus engagé, donnant les moyens pratiques de renforcer les capacités des producteurs, au niveau commercial et au niveau institutionnel. B</p> <p>CE : Attache une grande importance à la notion de durabilité et est en faveur d’une approche équilibrée comportant les trois dimensions de la durabilité : économique, écologique et sociale. Considère que l’objectif 6 (Article premier) et l’Article 39 couvrent les approches de la durabilité et donnent la souplesse nécessaire pour prendre les mesures souhaitées. A</p> <p>Norvège : Intensifier les références à l’environnement, à la durabilité et aux conventions de l’OIT. (seulement si une renégociation est décidée). D</p> <p>États-Unis d’Amérique : Nécessité d’une vision contemporaine de la durabilité comprenant les trois aspects de la durabilité : économique, écologique et social. A/B</p> |
| <p>11. Structure/ Dispositions institutionnelles et juridiques</p> <p>Chapitres IV – X, XIII, XIV</p> | <p>Angola : Inclure des groupes régionaux/continentaux dans les organes de l’OIC (par exemple OIAC). B</p> <p>Brésil : Préserver les catégories “importateur” et “exportateur” et éviter toute répétition des travaux dans les procédures de prises de décision. Simplifier les structures en s’axant sur les résultats. Élargir les sources de financement de l’OIC en offrant des services-conseils en matière de commercialisation et de bonnes pratiques agricoles, et en vendant des informations statistiques. A, F</p> <p>Burundi : Un accord modifié devrait clairement garantir l’égalité de tous les Membres dans le déroulement des activités. B</p> <p>CE : Maintenir les groupes “producteurs” et “consommateurs”. A</p> <p>Propose de réviser :</p> <p>L’Article 2 (Définitions) paragraphes 9) et 10) définissant la majorité répartie simple et la majorité répartie des deux tiers : rejette l’idée du consensus au lieu du vote, qui pourrait déboucher sur des impasses. La formulation sera liée à la question de l’Article 13 (Voix) qui nécessitera un examen détaillé avec tous les autres consommateurs. B</p> <p>L’Article 4 (Membres de l’Organisation) propose de modifier les paragraphes 3), 4) et 5) pour supprimer la distinction entre la CE et les organisations intergouvernementales et tenir compte de la situation actuelle. D</p> <p>L’Article 13 (Voix) paragraphe 7) : nécessite un examen détaillé avec tous les consommateurs. B</p> <p>L’Article 17 (Composition et réunions du Comité exécutif) paragraphe 1) et l’Article 18 (Élection du Comité exécutif) : À réviser sur la base des pratiques en vigueur. D</p> <p>Directeur exécutif de l’OIC : On pourrait envisager d’exclure toute référence à une durée spécifique de l’accord et prévoir que l’accord serait régulièrement passé en revue (tous les 4 à 6 ans). D</p> <p>Japon : Examen attentif de la question des Organisations d’intégration économique régionale – celles-ci ne doivent pas bénéficier d’une représentation et de droits de vote doubles du fait de la présence de leurs pays membres. En outre, des questions comme la répartition des voix doivent être examinées soigneusement en termes d’équité de la représentation et de la prise de décision. C</p> <p>Norvège : Maintenir les groupes “producteurs” et “consommateurs” (dans l’Accord et dans les procédures de vote). A</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>États-Unis d'Amérique : Intensifier la coopération entre toutes les délégations, sans considération de la catégorie ("exportateur" ou "importateur") ou des désignations géographiques. B</p> <p>Nouvel article sur les conditions d'admission en tant que partie à l'accord (éviter la situation actuelle qui permet à des pays qui n'ont pas encore adhéré à l'Accord d'exercer des droits de participation/préciser si les États Membres de la CE continueront de participer individuellement à l'Accord eu égard à la répartition actuelle des compétences au sein de la CE. C</p> <p>Indonésie : Proposition de réexamen du vote – Est-il nécessaire et les contributions doivent-elles y être liées ? C</p> <p>Viet Nam : Les contributions des pays exportateurs devraient être basées sur la valeur moyenne de leurs exportations de café plutôt que sur leur volume. D</p> |
| <p>12. Questions organisationnelles</p> <p>Articles 2, 4-6, 7, 11-22</p> | <p>Brésil : Pour alléger l'ordre du jour du Conseil, on pourrait faire une plus grande utilisation du Comité exécutif. Le processus de prise de décision est répétitif. Simplifier la structure organisationnelle pour que les réunions soient plus productives. Trouver une solution pragmatique pour prendre des décisions sans faire examiner les mêmes questions par des comités différents. Tenir des réunions moins fréquemment en augmentant les échanges virtuels au moyen de comités spécialisés. Deux sessions par an suffiraient aux besoins du Conseil. A, F</p> <p>Part excessive des coûts administratifs – location, personnel, etc. Le Secrétariat pourrait fonctionner avec moins de fonctionnaires en faisant une utilisation plus grande des moyens de communication électronique. Réduire les coûts/trouver des ressources supplémentaires. A, F</p> <p>Définir les engagements au moyen de résultats, par exemple paramètres de dépenses et de gestion en pourcentage du budget total. A</p> <p>CE : Propose de réviser :</p> <p>L'Article 2 (Définitions) paragraphe 5), définition de Partie Contractante : Propose d'inclure la CE pour tenir compte de son adhésion unique. D</p> <p>L'Article 16 (Collaboration avec d'autres organisations) : éclaircir la question de la participation d'observateurs au Conseil (Article 12 paragraphe 3)) en mentionnant les organisations internationales et régionales, les organisations non gouvernementales pertinentes et la société civile. D</p> <p>Indonésie : Supprimer toute répétition des travaux entre le Comité exécutif et le Conseil – le Conseil pourrait se réunir et nommer un organe chargé d'exécuter ses décisions. Les petits producteurs ne peuvent pas participer au Comité exécutif mais sont importants pour l'Organisation et leur participation devrait être encouragée. A, F</p> <p>Revoir la nécessité de travailler dans quatre langues car on pourrait faire des économies et tous les pays ne bénéficient pas de l'interprétation et de la traduction. D, F</p> <p>États-Unis d'Amérique : Changements nécessaires dans les définitions des Membres (Articles 2, 4-6), la répartition des voix et les procédures de vote (Articles 13 et 14) et la structure de l'OIC y compris les organes subsidiaires (Articles 7 et 17-22). La structure devrait également tenir compte de la contribution de l'ensemble des parties prenantes (ONG, société civile). Changements au processus de prise de décision du Conseil (Articles 14 et 15). Les décisions du Conseil devraient être basées sur le consensus et faire l'objet d'un vote seulement dans des circonstances exceptionnelles. D</p> <p>Réduire le nombre de vice-présidents du Conseil (Article 11), réduire le nombre (et la fréquence) des sessions ordinaires du Conseil (Article 12), réexaminer le rôle et l'utilité du Comité exécutif (Articles 17 – 20), introduire une marge de manœuvre dans le nombre et les objectifs des organes subsidiaires (Articles 7, 21 et 22). D</p> |

| | |
|--|--|
| <p>13. Technologie et innovations</p> | <p>Brésil : Est en faveur de technologies novatrices comme les technologies de recherche liées au génome du café. A, F</p> |
| <p>14. Procédures Articles 52 et 53</p> | <p>Brésil : L'Accord de 2001 est assez complet pour être prorogé sans modification. Le Conseil a le pouvoir d'introduire des changements par amendements. Les modifications sur les questions ne faisant pas polémique pourraient être adoptées conformément aux dispositions de l'Article 53. A</p> <p>Burundi : Modifier l'Accord pour définir un cadre opérationnel plus précis et plus efficace répondant aux désirs de tous les Membres. A</p> <p>Côte d'Ivoire : La renégociation prend beaucoup de temps – il est préférable de procéder par amendements. A, F</p> <p>CE : Article 53 paragraphe 1) (Amendements) : à réviser en fonction du statut de la CE. D</p> <p>La majeure partie de l'Accord ne nécessite pas de modifications d'ordre structurel dans la mesure où les dispositions actuelles forment un cadre très complet pour réaliser tous les objectifs. La structure de l'Accord de 2001 devrait rester fondamentalement la même de façon à assurer la continuité harmonieuse de sa fonctionnalité. Tant dans le cas d'une procédure d'amendement que dans celui d'une renégociation, seul un nombre limité d'articles, décidé à l'avance par les parties, devrait être soumis à discussion. A/B</p> <p>Norvège : En faveur d'une prorogation (la renégociation prend du temps). A</p> <p>Angola : Amendements et résolutions sont justifiés. A</p> <p>Japon : Envisager une prorogation à titre de mesure transitoire pour assurer la continuité entre l'Accord en vigueur et un nouvel accord. A, F</p> <p>Kenya : Préconise de proroger l'Accord en y apportant les modifications et amendements pertinents conformément aux Articles 52 et 53, pour les six prochaines années. A/B</p> <p>Mexique : Créer un groupe de travail de 5-6 producteurs et 5-6 consommateurs pour fixer, entre maintenant et septembre, un ordre du jour des travaux futurs. A, F</p> <p>Papouasie-Nouvelle-Guinée : En faveur de discussions au sein du Conseil plutôt que dans le cadre d'un groupe de travail. A</p> |

**THÈMES ET IDÉES SOULEVÉS À LA
2^e CONFÉRENCE MONDIALE DU CAFÉ
AVENIR DE L'ACCORD DE 2001**

| | |
|--|---|
| <p>2. Marché du café/Prix rémunérateurs</p> <p>Articles 29, 33</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de trouver des instruments du marché pouvant assurer une rémunération équilibrée pour toute la chaîne de production, en donnant la priorité au maillon le plus faible, à savoir la production (sans inciter à la surproduction). A • Les pays doivent œuvrer à créer des mécanismes du marché permettant de réguler le flux de la récolte afin d'assurer un approvisionnement stable, ce qui concerne tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. A • Envisager la levée possible des tarifs douaniers et autres obstacles au commerce qui touchent particulièrement le café transformé, notamment ceux des pays producteurs de café, et d'autres produits de diversification. L'objectif est la valorisation (souhaitable de faire une étude pour identifier des cas spécifiques). A • Nécessité d'une meilleure organisation des producteurs (coopératives etc.) pour raccourcir la chaîne et faciliter l'accès au crédit etc.; améliorer leur capacité à commercialiser les récoltes en passant des alliances stratégiques, augmenter l'envergure de leurs opérations et accroître leur savoir-faire (par exemple, diffuser largement les directives du projet TWIN, étudier de nouveaux projets avec des bailleurs de fonds). A, F • Développer des plans de gestion des risques de prix/vulgariser l'emploi des outils de gestion des risques (élargir pour y inclure, outre les risques de prix, les risques de climat). Utilisation plus grande des possibilités au moyen du modèle brésilien de CPR (<i>Cédula do Produto Rural</i> – Label de produit rural) (à base d'options) (consulter la Banque mondiale). A, F • Diversification pour réduire la dépendance à l'égard d'un seul produit. A • Valorisation ; encourager les marchés à créneaux et la transformation supplémentaire dans les pays d'origine. A • Encourager les plans de microcrédit pour les petits exploitants. A, F • Politiques publiques pour décourager la production si elle est susceptible d'entraîner un excédent de l'offre, avec suivi approprié. A • Utilisation efficace des enchères par l'Internet (par exemple, une étude sur la Coupe d'Excellence, les enchères électroniques et autres pourrait être faite en établissant une comparaison avec les tentatives d'enchères inversées). A, F • Etudier les possibilités de mobiliser des fonds pour des opérations à terme (par exemple, étudier le projet colombien). C, F • Envisager un système de permis d'exploitation caféicole similaire au système de permis d'exploitation minière, pour préserver la qualité et éviter la surproduction (par exemple, étudier la législation pertinente et évaluer les options). A • Le rôle de l'OIC dans l'organisation de la production pourrait comprendre notamment la mobilisation de ressources pour les programmes, la coordination des programmes et l'intégration des politiques générales mettant en jeu plusieurs pays ; la facilitation d'initiatives concernant la durabilité en veillant à ce que les règles et les obligations soient équilibrées et négociées par tous les participants. A, F |
| <p>3. Information/recherche</p> <p>Articles 29, 31, 34</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Utile d'identifier les externalités bénéfiques de la production du café (par exemple, piégeage du carbone, préservation de la stabilité sociale, etc.) ainsi que les externalités défavorables dues à la crise (à savoir, lutte contre les cultures illégales, coût de la migration vers les zones urbaines, etc.). A, F |
| <p>4. Statistiques</p> <p>Article 14) et 5)</p> <p>Articles 29, 30</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'une plus grande transparence du marché pour réduire la volatilité des prix, au moyen de techniques modernes d'estimation des récoltes; contrôle des stocks et projection de la demande. Des données fiables sur le marché sont essentielles. L'OIC peut jouer un rôle moteur dans la préparation, le recueil et la validation de statistiques et de projections. A, F |
| <p>5. Projets</p> <p>Articles 1, 16</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Développer des projets faisant appel au mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto (par exemple, entreprendre l'étude définie avec le PNUE). A, F |

| | |
|--|--|
| <p>6. Promotion/ consommation</p> <p>Articles 33, 34</p> | <ul style="list-style-type: none"> • L'OIC peut jouer le rôle d'instigateur et de catalyseur de programmes visant à augmenter la consommation avec l'assistance de bailleurs de fonds comme le FCPB et l'industrie. Mesures visant à augmenter la consommation à trois niveaux : marchés traditionnels – produits nouveaux/innovations et programmes institutionnels comme le café et la santé ; marchés émergents – importance des prix abordables ; café soluble en tant que première étape ; pays producteurs – développement d'une culture café et amélioration de la qualité. Nécessité pour les producteurs et les consommateurs de combiner leurs efforts. A, F • Sensibiliser davantage les consommateurs aux pays d'origine comme cela a déjà été fait au Japon, grâce à des dénominations internationales d'origine géographique appropriées (par exemple, diffuser les règles de l'UE et de l'OMC, décrire les pratiques japonaises). A, F • Mettre l'accent sur l'éducation du consommateur et étudier les effets sur les politiques des détaillants. A, F • Développer les ventes de café transformé avec un marketing approprié auprès des gros détaillants ou en créant des points de vente (nécessité de recruter des experts ayant une expérience du secteur de la vente au détail des produits alimentaires et passer en revue les problèmes techniques). A, F |
| <p>8. Qualité</p> <p>Article 1</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la qualité (on peut faire plus pour promouvoir les normes optimales de la Résolution numéro 420 : site web ; Codex Alimentarius; LIFFE; NYBOT; etc.). A |
| <p>10. Durabilité</p> <p>Articles 39, 40</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'ajuster les initiatives concernant la durabilité. Mettre l'accent sur la durabilité économique ; les petits producteurs devraient avoir accès à la certification ; les coûts de la certification devraient être répartis pour assurer que les producteurs sont rémunérés de façon appropriée. A/B • Appuyer un partenariat pour une caféiculture durable, particulièrement en ce qui concerne sa capacité à réunir toutes les parties prenantes (par exemple, réexaminer l'idée d'un comité de la durabilité). A/B • Analyse des taux de change pour évaluer la durabilité économique. A |
| <p>11. Structure/ Dispositions institutionnelles et juridiques</p> <p>Chapitres IV – X, XIV</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la représentation des petits exploitants au sein de l'OIC. D • Promouvoir la coopération entre toutes les parties prenantes dans le cadre de l'OIC. D |
| <p>13. Technologie et innovation</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer une technologie nouvelle pour réduire les coûts (par exemple, réexaminer la notion de réseau global de recherche/séminaires possibles avec la FAO). A/B, F |